



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2011

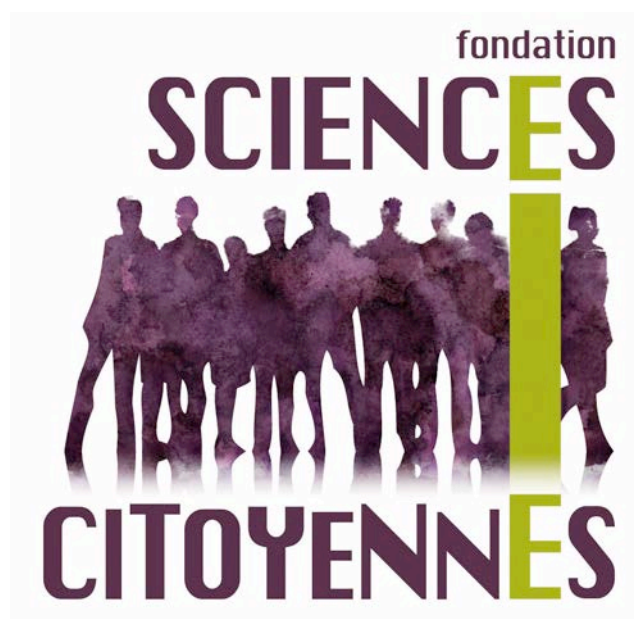




Table des matières

Éditorial	3
Activités en France	5
<i>Deux projets dans le cadre du programme REPERE du Ministère de l'Écologie</i>	6
Le programme REPERE	6
<i>Projet Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-</i> <i>environnement</i>	6
<i>Projet Reconnaissance sociale et réglementaire de l'innovation variétale par la sélection participative pour les</i> <i>agricultures biologique et paysanne</i>	7
<i>Choix démocratiques, expertise scientifique et alerte</i>	7
<i>Festival Sciences en bobines</i>	8
<i>Livre Altergouvernement 18 ministres-citoyens pour une réelle alternative</i>	9
<i>Livre Labo - Planète</i>	9
<i>Actions dans les régions</i>	9
Nord – Pas-de-Calais	9
<i>Assises régionales pour la recherche et l'enseignement supérieur (APRES)</i>	9
<i>Appel à projet « Chercheurs-Citoyens »</i>	9
Bretagne	10
Rhône-Alpes	10
PACA	10
<i>Collaborations avec d'autres associations et collectifs</i>	10
<i>Revue Altermondes</i>	10
<i>Campagne pour la reconnaissance positive des droits des agriculteurs sur les semences</i>	10
<i>Collectif des Associations Citoyennes</i>	11
<i>Réseau Environnement Santé</i>	11
<i>Comité d'Orientation Stratégique de la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité</i>	11
<i>Un nouveau réseau français contre le lobbying</i>	12
<i>Suites du forum avec NSS-Dialogues</i>	12
<i>Nous sommes signataires de plusieurs appels</i>	12



Activités internationales	13
<i>Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD).....</i>	14
Rappel.....	14
Atelier Biocivilisation pour la durabilité de la Vie et de la Planète	14
Rio+20 en ligne de mire.....	14
Le FMSD en France	15
<i>Public Engagement with Research And Research Engagement with Society (PERARES)</i>	15
<i>Veille sur la politique européenne de recherche et d'innovation - Horizon 2020.....</i>	16
<i>Réseaux internationaux.....</i>	17
Le réseau Alter-EU contre les conflits d'intérêts et pour la transparence.....	17
European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER).....	17
Réseau International des Boutiques de Sciences (Living Knowledge)	18
Communication externe	19
Facebook.....	20
Twitter.....	20
Le blog <i>Le vélo déchaîné</i>	20
Le bulletin d'information	20
Communiqués.....	20
Presse.....	20
Plaidoyers	21
Vie de l'association	22
Adhérents.....	23
<i>Donateurs.....</i>	23
Conseil d'administration.....	23
Équipe salariée	23
Communication interne.....	23
Déménagement.....	23
Notre démarche écologique au quotidien.....	24
Bref aperçu du calendrier des interventions et événements les plus significatifs de la Fondation Sciences Citoyennes en 2011	25



Éditorial

Le rapport d'activité présenté ici est celui d'une association qui s'apprête à fêter ses 10 ans d'existence. 10 années passées à semer à tout vent les graines de nos analyses critiques de la technoscience et de nos propositions pour inverser la tendance. Certaines de ces graines ont germé et commencent, avec le temps, à donner de petits arbustes. Que c'est vert !

Le festival *Sciences en bobines* après plusieurs éditions strictement parisiennes, a été décliné dans 6 villes pour sa version 2011, et continue son expansion pour 2012. Positionné dès le départ comme lieu de débat critique et constructif de la technoscience, ce festival n'a rien perdu de sa vigueur. En témoigne la critique que nous a adressée l'instance organisatrice de la *Fête de la science* dans la région Pays de la Loire, qui nous reproche de « mettre en cause la science » et de ne pas la présenter sous un angle suffisamment « attractif et ludique ». Pouvons-nous espérer plus belle reconnaissance ?

Notre travail de fond autour de la recherche participative poursuit sa route avec les projets autour de la sélection participative des semences ou le soutien à la boutique de sciences de Grenoble. Ces expériences concrètes conduisent à affiner nos analyses en les confrontant aux réalités et participent à construire la réalité que nous appelons de nos vœux. Nous nous retrouvons ainsi à organiser des plateformes d'échanges d'expériences, à faire connaître ces pratiques auprès d'un public plus large de chercheurs et d'associatifs, ou encore à réfléchir aux dispositifs concrets pour permettre à ces pratiques de prendre de l'ampleur (modalités de financement, évolutions réglementaires, etc.). La parution du livre *Labo planète* est aussi une façon de populariser nos analyses.

Sur les questions d'alerte, d'expertise et de procédures d'élaboration démocratique des choix scientifiques, nos travaux nous permettent d'intervenir de façon précise et concrète dans les débats suscités par les scandales à répétition et la mise à nu récurrente de conflits d'intérêts.

Notre engagement pour ouvrir largement les débats sur la démocratisation des questions scientifiques se décline notamment depuis 2007 par la mise en place du *Forum Mondial Sciences et Démocratie*. Après un premier forum à Belém en 2009, la seconde édition à Dakar en février 2011 a été un moment très riche et fécond, puis le FMSD essaime. Ainsi en mars 2012, un *Forum pour repenser les rapports Recherche / Société* est organisé, à Paris, en collaboration avec des ONG, des organisations syndicales, des associations et des collectifs impliqués dans les champs des sciences et technologies, de la recherche, de la solidarité internationale ou de l'éducation. Son programme témoigne qu'avec de la persévérance, des acteurs différents mais complémentaires peuvent développer une confiance et une estime réciproque, permettant l'éclosion d'un travail commun très intéressant.

Peu à peu, FSC se remet de sa maladie juvénile, le parisianisme. Des projets se développent dans les régions Nord - Pas-de-Calais, Bretagne, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce déploiement ne va pas sans rencontrer des obstacles et notamment la difficulté à trouver des financements pour ces activités qui ont bien

du mal à entrer dans les cases existantes... Mais il est aujourd'hui rendu possible par la mobilisation d'adhérents et d'administrateurs motivés, disséminés sur tout le territoire.

Notre expérience nous permet également de réagir de façon argumentée en mobilisant largement au niveau européen, en situation d'urgence. Ainsi, quand la Commission européenne a rendu public son livre vert pour le financement de la recherche et de l'innovation à l'horizon 2014-2020, FSC a pu mener une analyse de ce document et co-rédiger une *lettre ouverte au président de la Commission Européenne José Manuel Barroso* signée par une centaine d'ONG et d'organisations de chercheurs dénonçant la soumission de la recherche aux seuls impératifs de compétitivité et de loi du marché et appelant à prioriser d'autres besoins (lutte contre la pauvreté, l'injustice écologique et sociale, la perte de biodiversité, la santé menacée par la chimie...).

Le processus d'amélioration de la communication et du fonctionnement de l'association entamé l'an dernier se poursuit doucement. Au nouveau site Internet, ont été associés un blog d'expression scientifique en roue libre (*Le vélo déchaîné*), une refonte de notre lettre d'information, une présence sur les réseaux sociaux, une pratique régulière du communiqué de presse... Bien qu'encore largement balbutiante, une attention nouvelle est désormais portée au suivi et à l'animation du réseau d'adhérents. L'équipe salariée compte aujourd'hui 5 personnes, dont les compétences, la motivation et la disponibilité sont incontestablement au cœur du dynamisme de notre association. Le Conseil d'administration se réunit de façon régulière et continue à suivre de manière très précise tous les engagements de l'association.

Évidemment, il y a des jours où cette vision optimiste des choses en prend un coup, parce qu'un énième gros investissement dans les nanotechnologies ou la biologie synthétique est annoncé sans aucune forme de concertation, parce qu'une demande de projet de recherche est rejetée, qu'une audition dans une commission parlementaire n'a pas les conséquences espérées, qu'un débat n'a pas attiré autant de monde que prévu... Évidemment...

Pour autant, vous conviendrez avec nous, nous l'espérons, que ce dixième rapport d'activité témoigne de la vitalité de notre projet commun et qu'il vous donnera envie d'y participer de manière encore plus active, créative et enthousiaste dans les années qui viennent.

Catherine Bourgain et Jacques Testart



Activités en France



Deux projets dans le cadre du programme REPERE du Ministère de l'Écologie

Le programme REPERE

Une des suites du Grenelle de l'environnement fut le lancement du programme REPERE - Réseau d'échange et de projets sur le pilotage de la recherche et de l'expertise - par le Ministère de l'Écologie. Ce programme, lancé en octobre 2009 sur une durée de 3 ans, vise à « accompagner une réforme durable du pilotage de la recherche et de l'expertise en y intégrant la participation des ONG ».

FSC a répondu aux deux appels à projet du programme. La première fois en tant que porteur de projet, la deuxième fois en participant à un projet sous la direction des chercheurs de l'INRA. Les deux projets associent également le Réseau Semences Paysannes et en partie les associations BEDE (Biodiversité : Echanges et Diffusion d'Expériences), PEUV (Pour l'Emergence d'une Université du Vivant) et ITAB (Institut Technique de l'Agriculture Biologique).

Projet Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement

La subvention du Ministère a permis l'emploi d'une chargée de projet, Bérangère Storup, de novembre 2010 à août 2011. Le projet s'est terminé en octobre 2011.

Le projet se concentrait sur des expériences de recherche participative sur la sélection variétale en agriculture, ou la sélection participative, initiées en France dès 2000 et portant sur des variétés paysannes de blé tendre et blé dur, fourragères, choux, potagères, tournesols et maïs. Dans ces expériences, des paysans, des chercheurs de l'INRA, des techniciens, ainsi que des consommateurs, des transformateurs, des distributeurs ou des ONG, s'associent pour développer et évaluer de nouvelles variétés de semences. Le projet visait à montrer l'intérêt et l'importance de l'implication des partenaires associatifs dans la recherche à travers l'exemple de la sélection participative, au croisement entre l'agriculture durable, l'environnement et l'alimentation. Un des objectifs était également de définir concrètement les conditions qui assurent une véritable participation des acteurs de terrain tout au long du processus : définition et co-pilotage

des projets, réalisation des recherches et diffusion. Un premier séminaire réunissant une trentaine de chercheurs, paysans et animateurs-techniciens s'est tenu à Angers le 8 et 9 février 2011 et a été l'occasion de revenir sur les diverses expériences en matière de sélection participative et d'établir des recommandations pour la réussite de projets de recherche participative. Un deuxième séminaire a réuni le 24 mai à Paris des chercheurs intéressés mais pas encore impliqués dans des processus de recherche participative. Ces deux séminaires ont donné lieu à la rédaction d'un livret *Visions paysannes de la recherche dans le contexte de la sélection participative*.

<http://sciencescitoyennes.org/?p=21253>

Cette réflexion a également permis de faire *le suivi d'un projet de sélection participative sur le blé tendre* (entretiens avec des paysans, des chercheurs et des techniciens). Il s'agissait de dresser un premier bilan de ces recherches participatives, d'identifier les contraintes et les conditions de leur réussite et d'établir des recommandations. Un *Forum régional « Recherche agricole – Projet de société », s'est tenu le mardi 14 juin 2011 à Rennes et a réuni environ 120 personnes*. Il visait à mobiliser des acteurs bretons – mais pas seulement – chercheurs, membres de collectivités locales, d'associations, du secteur privé, paysans et citoyens, autour du lien entre agriculture, recherche et approches participatives. Un livret surtout (mais pas exclusivement) à l'usage des chercheurs portant sur leur situation dans les laboratoires et sur les politiques de recherche actuelles sera publié courant 2012.

Ce travail permettait ainsi de lier plusieurs thématiques interdépendantes : l'agriculture et l'environnement, la recherche participative et les processus démocratiques, l'expertise et la construction de savoirs. Le projet a été motivé par plusieurs questions globales, notamment : quelle intervention des organisations de la société civile, en particulier de paysans, sur les orientations de la recherche, les protocoles de recherche et l'évaluation de l'excellence scientifique ? Comment et avec qui définir des thèmes et des protocoles de recherche plus conformes aux exigences d'une agriculture durable respectueuse de l'environnement et d'une alimentation saine ? Quelles conclusions à tirer des expériences des partenaires impliqués dans le projet ? Quels outils d'expertise pour évaluer l'impact à long terme (durabilité) des différentes méthodes et systèmes existants ?

On mesure mal à l'heure actuelle les effets du projet mais on peut d'ores et déjà préciser certains éléments. Un nombre appréciable de chercheurs a manifesté son intérêt pour la recherche participative, mais entre manifester son intérêt et passer à l'action, il y a un pas. D'autres événements doivent être organisés pour favoriser la mise en

place d'un nombre plus important de projets de recherche participative. Certains chercheurs ont exprimé leur satisfaction dans le fait de disposer de plateformes pour échanger sur leurs expériences de sélection/recherche participative.

Effets escomptés : une augmentation du nombre de partenariats de recherche. Nous avons constaté une réelle demande de la part des acteurs de la société civile de pouvoir disposer d'un état de la recherche participative, notamment impliquant l'INRA. Leur but est d'identifier les projets véritablement participatifs en France, et de disposer d'une information solide pour décrire les projets de réelle démocratie participative d'une part, et d'avoir des arguments pour pouvoir interroger la politique de l'INRA d'autre part.

Tous les rapports, actes et livrets sont sur le site de FSC :

<http://sciencescitoyennes.org/?s=sélection+participative>
<http://sciencescitoyennes.org/?s=actes+forum+rennes>

Projet Reconnaissance sociale et réglementaire de l'innovation variétale par la sélection participative pour les agricultures biologique et paysanne

Dans le cadre du deuxième appel à projets du programme REPERE, FSC, RSP et l'INRA ont souhaité poursuivre leur collaboration. Nous avons ainsi soumis ce projet en mars et il a été retenu par le ministère en juin 2011. Suite à notre premier projet, il restait notamment à définir les critères permettant une reconnaissance réglementaire des variétés-populations cohérente avec les orientations législatives européennes en matière de variétés cultivées et avec les orientations internationales en matière de ressources génétiques et de propriété intellectuelle.

De la même façon que la réglementation actuelle s'appuie sur des concepts émanant du paradigme génétique des variétés DHS¹, les concepts qui sous-tendent la sélection paysanne, avec des variétés hétérogènes et évolutives, doivent aussi être clarifiés pour une communication plus fluide entre les différents groupes (chercheurs, législateurs et paysans) en vue de la réglementation.

Nous avons commencé à travailler pour ce projet en fin d'année 2011.

Il a (malheureusement) beaucoup gagné en importance suite aux événements politiques de la fin de l'année 2011 : le vote de la loi COV (certificat

¹ DHS : une nouvelle variété doit répondre à l'épreuve de distinction (elle se distingue de celles déjà existantes)-homogénéité (elle doit être le plus homogène possible)-stabilité (elle doit être reproductible à l'identique dans le temps et dans l'espace).

d'obtention végétale)². « L'aspect le plus visible de la nouvelle loi vise à interdire aux agriculteurs de reproduire leurs semences, de la majorité des espèces cultivées, lorsqu'elles sont issues de variété protégées par un COV français. Ainsi la production de semences de ferme de légumes, fleurs, soja, maïs, sainfoin, sarrasin, moutarde... mais aussi de n'importe quel hybride F1 est interdite. »³

La loi votée par l'Assemblée nationale le 28 novembre 2011 concerne d'abord les semences de ferme de variétés protégées par un certificat d'obtention végétale (COV) mais elle concerne aussi de manière plus subtile les semences paysannes et pourrait avoir des impacts sur les activités des paysans et des jardiniers qui font vivre, au quotidien, la biodiversité cultivée dans les champs et les jardins. Les décrets prévus par la loi auront eux aussi, à l'avenir, un impact sur les conséquences de cette loi.

Choix démocratiques, expertise scientifique et alerte

Deux administrateurs de la FSC (Jacques Testart et André Cicoella) ont rencontré le député Bertrand Panher chargé d'un rapport au président de la République autour de la « gouvernance environnementale » (expertise, concertation, démocratie, etc.). Malgré une bonne réception de nos propositions lors de l'audition, celles-ci sont très amoindries dans le rapport (octobre 2011) et noyées dans un fatras d'autres propositions locales ou corporatistes. Il se confirme que ce rapport refuse le rôle des citoyens dans la prise de décision, les cantonnant à une « concertation » dont l'issue ne doit surtout rien bouleverser... À noter que la bibliographie conseillée par le rapport indique Dominique Bourg (mais pas Yves Sintomer...) et les sites de la Fondation Nicolas Hulot ou Adéquations (mais pas celui de la FSC...). Cette nouvelle expérience malheureuse incite à réfléchir avant de participer à certains leurres et ainsi servir de caution sans que nos propositions dépassent le moment du tête à tête (pas de trace...).

Le 18 octobre, la FSC a participé à la réunion d'un groupe de travail du Comité National du Développement Durable et du Grenelle de l'Environnement⁴ sur la mise en œuvre de l'article 52

² Le COV est un droit de propriété intellectuelle sur la variété comme le brevet l'est sur une invention. Le COV se différencie cependant du brevet sur quelques points. Voir Semences : les droits des obtenteurs contre les droits des agriculteurs ? Bulletin Infogm oct. 2011 <http://www.infogm.org/spip.php?article4919>

³ Source : Réseau Semences Paysannes

⁴ Une structure consultative rassemblant différentes composantes de la société civile et rattachée au MEDDTL via le Commissariat Général au Développement Durable-CGDD.

de la loi Grenelle 1. Cet article stipule que « le Gouvernement présente un rapport au Parlement, au plus tard un an après la promulgation de la présente loi, sur l'opportunité de créer une instance propre à assurer la protection de l'alerte et de l'expertise afin de garantir la transparence, la méthodologie et la déontologie des expertises. Elle pourra constituer une instance d'appel en cas d'expertises contradictoires et pourra être garante de l'instruction des situations d'alerte. » Clairement hors délai (la loi a été promulguée le 3 août 2009), il est apparu en outre pendant cette réunion que le rapport préparé par le CGDD proposerait un dispositif *a minima*. L'idée de créer une instance indépendante qui chapeauterait l'alerte et l'expertise, avec pour fonction de protéger les lanceurs d'alerte, d'instruire les alertes et de dire les règles d'expertise comme le suggère l'article 52, a été évacuée. La FSC a clairement désapprouvé l'orientation proposée par le rapport, comme d'autres associations présentes à cette réunion, et a plaidé pour que le gouvernement revienne à la philosophie contenue dans l'article 52. Sans succès, mais sans autre action supplémentaire pour faire valoir son point de vue, ce rapport, un événement somme toute mineur, a fort peu de chance d'atteindre le parlement avant la fin de la législature en cours.

Dans ce même esprit, la FSC a envoyé un courrier à la commission mixte paritaire créée à l'occasion de la navette parlementaire de la loi dite « médicament » votée en fin d'année 2011. Cette loi inclut une disposition concernant la protection des lanceurs d'alerte mais de portée extrêmement limitée et bien entendu sans faire le lien entre l'alerte et l'expertise. La FSC craint que de multiples dispositifs légaux spécifiques desservent la cause des lanceurs d'alerte par le système complexe et donc peu effectif qu'ils engendreraient. Notre priorité demeure une loi globale encadrant l'alerte et l'expertise comme le propose notre projet de loi.

Nous avons diffusé des communiqués de presse relatifs à l'expertise et l'alerte parmi lesquels :

- « Protection des lanceurs d'alerte et indépendance de l'expertise : le gouvernement cale sur l'article 52 de la loi Grenelle 1, la Fondation Sciences Citoyennes avance ! » <http://tinyurl.com/3tba3wv>
- « Sciences Citoyennes appelle Xavier Bertrand à revoir son projet de loi sur la chaîne du médicament » <http://tinyurl.com/7jbckyc>

L'absence de fonds a considérablement gêné notre action pour la promotion de notre projet de loi sur « la protection des lanceurs d'alerte et la déontologie de l'expertise » ainsi que celui sur les « conventions de citoyens ». 2012 s'annonce un peu plus favorable sur cet aspect là.

Festival Sciences en bobines

L'année 2011 a vu le festival des Sciences en Bobines passer de 3 à 6 villes d'accueil : Avignon (84), Montpellier (34), Paris, Savennières (49), Trescléoux (05), Villeneuve d'Ascq (59). Pour cette 7^e édition, qui s'est déroulée du 13 au 23 octobre, le thème était « Alertes et lanceurs d'alerte » avec notamment la présentation par Marie-Angèle Hermitte de notre [projet de loi pour la déontologie de l'expertise et la protection des lanceurs d'alerte](#) lors de la dernière session parisienne. Des questions aussi diverses que le nucléaire, les nanotechnologies, la toxicologie et les alertes de façon générale ont été abordées lors de ces 14 sessions. Comme l'année dernière, Trescléoux a mis en place une semaine de festival très impressionnante avec de nombreuses animations en plus des projections-débats. Cette semaine s'est conclue sur un tribunal populaire contre Monsanto (le TruC) qui a été filmé, et dont le DVD est disponible⁵. Pour Montpellier, Savennières et Villeneuve d'Ascq, il s'agissait d'une première expérience qui, au vu de leur succès, sera renouvelée. Au total, plus de 620 participants ont été recensés. Le programme est consultable sur notre site :

<http://sciencescitoyennes.org/7e-edition-des-sciences-en-bobines-2011/>

Comme chaque année, le festival a pu profiter de l'implication sans faille de nombreux administrateurs (Bertrand Bocquet, Claudia Neubauer, François Warlop, Jacques Maret et Sezin Topcu) et membres de la FSC qui sont intervenus lors de ces débats ou ont aidé à l'organisation du festival.

En passant de 3 à 6 villes, le festival commence à nous permettre de rompre avec le parisiano-centrisme qui nous est souvent, à juste titre, reproché. Et ce déploiement prend de l'ampleur puisqu'en 2012, 15 villes se sont portées candidates, ce qui va nécessiter de repenser son organisation via notamment un comité de pilotage plus étoffé.

Suite à des difficultés rencontrées avec un de nos partenaires financiers (*Fête de la Science* Pays de Loire) qui nous reprochait le parti pris lors de certains débats, nous avons décidé de refuser la subvention de la *Fête de la Science*, de ne plus en demander à l'avenir et au contraire de réaffirmer cette liberté de ton indispensable au débat.

⁵ <http://kheper.wifeo.com/le-truc.php>

Livre

Altergouvernement 18 ministres-citoyens pour une réelle alternative

À l'invitation de la jeune maison d'édition *Le Muscadier*, Jacques Testart et Fabien Piasecki ont revêtu le costume de co-ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de l'altergouvernement. Voici ce qu'on peut lire en quatrième de couverture de cet ouvrage : « Mai 2012. Rien ne s'est passé comme prévu. Le président sortant et son concurrent le plus sérieux ont été tous deux balayés par un grand souffle d'air frais. En toute légalité, sans violence, le peuple français vient d'accomplir une nouvelle révolution. Après une campagne éclair marquée par un véritable enthousiasme populaire, le candidat du Mouvement indépendant pour une réelle alternative citoyenne (le Mirac) remporte le second tour de l'élection présidentielle avec plus de 55 % des suffrages. Très vite, un gouvernement est formé – un gouvernement d'un nouveau genre : un altergouvernement. Celui-ci se compose de dix-huit citoyennes et citoyens venus d'horizons divers. Aucun d'entre eux n'est politicien de métier – une première dans l'histoire de la Ve République ! Tous ces ministres-citoyens ont cependant bien l'intention de prouver aux Français qui les ont élus que le libéralisme qui règne en maître absolu sur nos sociétés d'aujourd'hui n'est pas une fatalité : oui, une réelle alternative sociale et démocratique est possible. Tout ceci ressemble fort à une fiction – et pourtant... Jamais encore n'avaient été réunies dans un seul livre autant de personnalités connues et reconnues pour leurs engagements respectifs. Chacun de ces auteurs, se glissant dans la peau d'un ministre, détaille ici les principes de son action et les mesures qu'il s'apprête à mettre en place. Au fil des programmes distillés avec une simplicité rare et – pour une fois – sans langue de bois, se cristallisent la conscience et l'imaginaire communs d'un monde plus juste et plus égalitaire. Et si ce Printemps français devenait un jour réalité ? » (Source : Éditions Le Muscadier)

Cet ouvrage est disponible en librairie : *Altergouvernement - 18 ministres-citoyens pour une réelle alternative*, Éditions Le Muscadier, 14 euros.

Livre *Labo-Planète*

Notre livre *Labo-Planète - Où comment 2030 se prépare sans les citoyens*, paru en janvier 2011, a reçu le Prix du Livre Environnement 2011 par la maison de l'environnement de l'Isère. Le prix a été remis à Jacques Testart en décembre 2011 lors d'une cérémonie à Lyon.

Actions dans les régions

Nord – Pas-de-Calais

Assises régionales pour la recherche et l'enseignement supérieur (APRES)

C'est un chantier mis en place par Sandrine Rousseau, vice-présidente à l'Enseignement supérieur et de la Recherche au Conseil régional. Nous y sommes intervenus lors de la séance plénière d'ouverture des Assises en juin 2011 et lors d'une plénière à Lille en février 2012. Ces assises se poursuivent durant le premier semestre 2012 par la création de deux ateliers décentralisés compte tenu du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche en région. Le premier atelier traite des problématiques de la démocratisation et du développement de l'enseignement supérieur, ainsi que de la qualité de la vie étudiante. Le second est consacré aux problématiques de l'attractivité et du rayonnement de la recherche, mais aussi du dialogue science et société.

C'est bien entendu sur cette dernière question que nous sommes intervenus par la participation à l'atelier et par des contributions écrites que nous avons déposées sur le site.

Les détails peuvent être consultés sur le site des assises à l'adresse suivante :

<http://www.apres-npdc.fr>

Appel à projet « Chercheurs-Citoyens »

La région Nord – Pas-de-Calais est la troisième région française à avoir lancé un programme de soutien aux projets de recherche participative. Le premier appel a été ouvert en mai 2011. Nous avons proposé un projet ambitieux entre l'université Lille 1 et la FSC dont l'intitulé était « Quelle recherche pour le développement soutenable et la santé environnementale en Nord – Pas-de-Calais et en France ? Analyses bibliométriques ». Ce dossier a été déposé le 11 juillet 2011 et a impliqué des enseignants chercheurs de Lille 1 et des salariés et administrateurs de l'association. Le résultat négatif nous est parvenu assez tard fin 2011 compte tenu d'un nombre important de dossiers reçus par la région qui démontre, néanmoins, le vif intérêt des communautés scientifiques et associatives pour ce type de programmes.

Bretagne

Depuis janvier 2010, Claudia Neubauer participe (en qualité de « personnalité extérieure ») aux travaux de l'unité prospective du CESER Bretagne (Conseil Economique, Social et Environnemental Régional). Les travaux ont porté, ces deux dernières années, sur « *L'appropriation sociale et la mise en débat des sciences et technologies en Bretagne – Une approche prospective* ». L'étude qui en sort a été présentée lors d'une cérémonie plénière à des membres du CESER et du Conseil Régional Bretagne le 12 mars 2012.

Rhône-Alpes

L'Échop à Sciences est le nom de la boutique de sciences créée en 2010 par l'association ADReCA (Association pour le Développement d'une Recherche Citoyenne Active) avec qui nous travaillons sur ces questions depuis sa création en 2007. 5 projets ont été réalisés, 2 sont en cours et une trentaine sont en attente de traitement. Cela montre que la demande sociétale est bien réelle et que c'est maintenant du côté recherche et enseignement supérieur que des efforts restent à faire.

Toujours avec ADReCA, nous avons travaillé dans le cadre du projet européen PERARES (Public Engagement with Research And Research Engagement with Society, voir plus loin) sur Lyon et Grenoble sur des modalités d'échanges entre chercheurs et société civile dans le but d'élaborer, mettre en place et réaliser des projets de recherche participative. Ainsi à Lyon, a eu lieu le 9 juin, en partenariat avec l'Institut Français de l'Éducation, un atelier-scénario sur les questions de « promotion et éducation à la santé ». Sur Grenoble, les 27 et 28 juin, un autre atelier-scénario se voulait plus prospectif en demandant aux participants de travailler sur la question « Quelles conditions pour que des échanges entre chercheurs et acteurs de la société civile aboutissent à des projets de recherche participative ? ». L'idée étant ici de poser les bases d'un processus plus global.

PACA

Toujours dans le cadre du projet européen PERARES, nous avons pu trouver un financement auprès de la Fondation de France pour permettre de démarrer un projet de recherche participative copiloté par l'INRA PACA (anciennement INRA Avignon) et le GRAB (Groupe de Recherche en Agriculture Biologique). Ce projet porte sur l'agroforesterie. L'objectif est de suivre les processus mis en jeu afin de faire la promotion auprès du Conseil Régional PACA dans un premier temps, de l'intérêt, de la qualité et de la pertinence de la recherche participative, pour les inciter à mettre en

place des appels à projets spécifiques comme en Île-de-France, Bretagne et Nord – Pas-de-Calais.

Un dossier a été déposé à l'appel à projets régional, et en partenariat avec l'ASTS (Association Science Technologie Société)-PACA pour proposer en région une offre de formation du type de celle qui avait été faite en Île-de-France grâce au soutien du Fonds Régional de Développement de la Vie Associative. Notre projet n'a malheureusement pas été accepté, mais un rapprochement a été opéré à cette occasion avec l'ASTS au niveau national, qui a rédigé un texte⁶ dont la FSC s'est sentie assez proche : d'autres partenariats pourront facilement émerger ultérieurement.

Collaborations avec d'autres associations et collectifs

Revue *Altermondes*

Nous avons co-piloté le hors série n°11 – « Sciences et démocratie, un mariage de raison » qui est paru en mai à plusieurs milliers d'exemplaires.

Comme précisé dans son annonce ce hors-série trouvait « un écho particulier ces derniers temps [l'accident de Fukushima](...). Mais les questions d'expertise citoyenne, de rapport entre sciences, techniques et sociétés, des enjeux liés au savoir et de responsabilité des scientifiques ne s'arrêtent pas au nucléaire : OGM, nanotechnologies, logiciels libres, essais pharmaceutiques, ce hors-série visait à faire comprendre les liens étroits qui unissent les questions de sciences, de démocratie et de développement et à montrer concrètement en quoi le dialogue entre le monde de la recherche et celui de la solidarité internationale est indispensable pour œuvrer à la construction d'un monde juste, durable et solidaire. »

Campagne pour une loi de reconnaissance positive des droits des agriculteurs sur les semences

Une coalition constituée d'organisations paysannes, rurales, de l'agriculture biologique, environnementales, altermondialistes, d'éducation populaire et d'artisans semenciers (Agir pour l'environnement, les Amis de la Terre, Artisan du Monde, ASPRO PNPP, ATTAC, Chrétiens dans le Monde Rural, CNDSF, Confédération paysanne, Croqueurs de carottes, Demeter France, Fédération Nationale des Agriculteurs Biologiques, Fondation Sciences Citoyennes, Générations Futures, Minga, Mouvement d'Agriculture Biodynamique, Nature & Progrès, Ogm Dangers, Réseau Semences

⁶ <http://www.ast.s.asso.fr/cms/> (rubrique science et citoyenneté)

Paysannes) a décidé d'interpeller les élus et les candidats aux prochaines élections pour obtenir le vote d'une loi de reconnaissance positive des droits des agriculteurs et des jardiniers sur les semences. Cette démarche répond à la loi de réforme du COV (28 novembre 2011) au bénéfice des semenciers sélectionneurs. Dans ce cadre, le 19 novembre à Angers, ville et région très investies dans l'agriculture bio et les semences paysannes, la coalition avait invité les citoyens à venir débattre à l'occasion de « la nouvelle bourse aux semences de la Saint Martin ». La campagne se poursuit.

Collectif des Associations Citoyennes

La FSC est membre fondateur du *Collectif des Associations Citoyennes* qui regroupe plusieurs dizaines d'associations locales, régionales et nationales réparties sur le territoire français. Né d'une réaction à la circulaire Fillon du 18 janvier 2010 qui encadre de façon sévère les règles de subventionnement des associations en menaçant leur indépendance, le collectif a ensuite élargi sa réflexion à l'ensemble des menaces qui pèsent sur la vie associative (multiplication des appels d'offres, baisse des financements publics, réforme des collectivités territoriales, Révision Générale des Politiques Publiques, poids des réglementations européennes). Il représente un lieu de ralliement pour les associations qui ne se reconnaissent plus dans les représentations collectives associatives traditionnelles habituellement interlocutrices des pouvoirs publics sur les questions de politique et vie associatives. Il a formulé une analyse critique de la situation des associations et des propositions alternatives qu'il diffuse au sein du secteur associatif ainsi qu'aux candidats aux élections présidentielles et parlementaires. Par le biais de son appartenance et de son action au sein de ce collectif, la FSC défend une certaine conception de la fonction et du rôle des associations : contre-pouvoir, instrument de la vie démocratique d'un pays et ancrage dans la société.

Réseau Environnement Santé

FSC a participé en mars 2009 à la création du *Réseau Environnement Santé*, dont l'objectif est de mettre la question santé environnement au cœur des politiques publiques.

Le RES a développé son action autour de 4 axes :

- les perturbateurs endocriniens
- les maladies chroniques
- les maladies environnementales émergentes
- l'alimentation

Sur ces 4 axes, les avancées ont été importantes. La plus importante a été la campagne autour du bisphénol A qui a abouti dans un premier temps à

l'interdiction des biberons au BPA, puis à la « loi Bapt », interdisant le BPA dans les contenants alimentaires. Cette loi fait ainsi de la France le premier pays au monde à prendre une telle décision.

Plus largement, le RES a développé son action pour mettre les données scientifiques dans le débat public. Cela a pris la forme de colloques (« Changement de paradigme et perturbateurs endocriniens » le 14 septembre 2010 à l'Assemblée Nationale ; « Perturbateurs endocriniens et biodiversité » en avril 2011 au Muséum d'Histoire Naturelle). Cette action a permis à un certain nombre de scientifiques de s'exprimer publiquement sur ces thématiques et contribuer à la mise en évidence de la nécessité de développer la recherche en ce domaine. Cela a joué un rôle dans la mobilisation contre la décision de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche) de diminuer les crédits en ce domaine et la fermeture du registre de malformation REMERA.

Ces actions ont permis de montrer le dysfonctionnement de l'expertise en France et en Europe sur ces sujets. Cela a conduit l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) à être la première agence de sécurité sanitaire à prendre en compte le changement de paradigme des perturbateurs endocriniens à l'occasion d'un rapport de septembre 2011. L'agence européenne EFSA (European Food Safety Agency) a continué de rester dans la dénégation. Le travail commun avec l'ONG *Corporate European Observatory* a permis de mettre en évidence le comportement frauduleux de cette agence et les conflits d'intérêts en son sein.

La campagne autour de l'aspartame a confirmé ce dysfonctionnement en mettant en évidence la fraude sur laquelle repose aujourd'hui la réglementation concernant cet édulcorant.

Ces exemples ont servi à mieux faire comprendre la nécessité d'une loi de protection de l'alerte et de l'expertise.

Comité d'Orientation Stratégique (COS) de la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB)

Le CA a souhaité, après discussion, participer aux orientations de la recherche en matière de biodiversité, et a donc présenté sa candidature pour siéger au COS de la FRB, au titre des associations représentant la société civile, et afin de promouvoir des axes de travail en phase avec nos valeurs : recherche plus participative,... Depuis décembre 2011, nous sommes à ce titre invités à présenter les travaux et publications en lien avec les activités de la FRB. Claudia Neubauer, François Warlop et Christophe Morvan sont mandatés pour participer aux rencontres.

Un nouveau réseau français contre le lobbying

Les carences démocratiques au sein du réseau ETAL (Encadrement et Transparence des Activités de Lobbying) ont provoqué l'asphyxie de ce réseau auquel la FSC participait. Nous sommes désormais en lien direct avec le réseau européen Alter EU mais nous avons aussi contribué à la création d'un nouveau réseau national contre le lobbying. Ce réseau (qui comporte entre autres associations Aitec, Attac, Combat Monsanto, Regards citoyens, Adéquations,...) est encore informel mais dispose d'un site (en développement) pour échanger des informations :

<http://www.democratie-transparence.org>.

Suites du forum avec NSS-Dialogues

Le Forum des associations *Repenser le développement : la société civile s'engage* s'est tenu du 20 au 22 janvier 2011 à la Cité internationale universitaire de Paris (voir rapport d'activité 2010). Une poursuite du processus passera par une publication collective coordonnée par Marcel Jollivet, un responsable de NSS.

Nous sommes signataires de plusieurs appels...

- « Appel de la jeunesse » ;
- « Appel du Collectif Rio+20 » ;
- « Libérons les élections (CRID) » ;
- « Nucléaire - nous n'en voulons pas ! » ;
- « Pétition de soutien à la chercheuse belge Barbara van Dyck » ;
- « Lettre ouverte du Groupe ETC sur le *geoengineering* » à l'occasion de la rencontre des experts du IPCC (International Panel on Climate Change)



Activités internationales



Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD)

Rappel

Comme nous l'écrivions dans le rapport d'activité 2010 : « Le Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) est un processus initié par des acteurs des mouvements sociaux, des organisations de la société civile, des syndicats représentatifs de la communauté scientifique et des ONG travaillant sur l'interface Sciences et technologies / Société dans différentes parties du monde. Le FMSD a pour objectif d'étendre les principes démocratiques à la pratique des sciences et des technologies et aux politiques publiques sur ces questions. Le FMSD vise à promouvoir de nouvelles initiatives et de nouvelles formes de partenariat entre les mouvements sociaux, les citoyens et le monde des sciences et des technologies. Pour rassembler des organisations autour du processus FMSD, un appel a été écrit collectivement et a été lancé en 2007. »

L'année 2011 a été marquée par la tenue, les 4 et 5 février, du 2e FMSD à Dakar dont nous avons fait état l'année dernière (l'assemblée générale de 2011 s'étant tenue après ledit FMSD). La réussite de ce forum nous a permis de poursuivre la dynamique du processus FMSD avec de nouveaux acteurs européens (notamment l'Université de Sussex au Royaume-Uni et le mouvement *Controvento* en Italie) et plus largement internationaux (renforcement des liens préexistants en Inde, au Canada et en Amérique du Sud et partenariat renforcé avec le Groupe ETC au Canada et iBase au Brésil en particulier). La situation politique en Afrique de l'Ouest ne nous a malheureusement pas permis de stabiliser à ce jour les relations nouées avec les organisations africaines rencontrées à Dakar. Nous espérons vivement que cette situation change en 2012.

Les participants du 2^e FMSD ont jugé bon de faire du « Sommet des peuples - Rio+20 » (organisé à Rio, 20 ans après le Sommet de la Terre) un point d'étape dans le processus du FMSD en organisant plusieurs conférences lors de cet événement.

Atelier Biocivilisation pour la durabilité de la Vie et de la Planète

Nous avons été invités, en qualité de membre du secrétariat exécutif du FMSD, à participer à un atelier de travail international intitulé « Biocivilisation pour la durabilité de la Vie et de la Planète » du 9 au 12 août 2011 à Rio. Cet atelier a été organisé à l'occasion des 30 ans d'iBase (Institut brésilien d'analyses sociales et économiques) et dans la perspective de Rio+20.

« Tout comme l'indique le nom de l'atelier, en partant de la reconnaissance d'un choc de paradigmes qui se profile face à la crise du modèle industriel, productiviste et surconsommateur, avec l'utilisation intensive de matière et de carbone, destructeur de la planète et de son intégrité, et par là même des conditions de vie présentes et futures – le climat étant le symptôme le plus immédiat et le plus mesurable –, modèle profondément injuste en termes sociaux à cause de la concentration de richesses qu'il génère..., il [s'est agi] de penser les bases d'une civilisation qui auraient comme conditions premières la soutenabilité de la vie et de la planète. Mais il faut penser de manière stratégique. C'est à dire qu'il faut étudier la grande transition dont l'humanité a besoin, en mettant à profit sa grande diversité culturelle, associée aux connaissances, traditions et possibilités exprimées dans la diversité des formes, des peuples, pour extraire la vitalité des territoires qu'ils occupent et qu'ils utilisent. Les questions suivantes [ont été] proposées comme axes structurants de la recherche pour construire la biocivilisation en recherchant la soutenabilité de la vie et de la planète :

I – Quels seront les fondements philosophiques, éthiques et politiques ?

II – Quelle économie ?

III – Quelle architecture du pouvoir, de l'échelle locale vers l'échelle mondiale ? »⁷

Outre le fait que cet atelier proposait de réfléchir à des thématiques majeures pour les années à venir, il nous a permis de créer ou renforcer des liens avec des organisations d'Amérique centrale et du Sud, d'Afrique du Sud mais aussi de découvrir, ce qui était relativement nouveau pour nous, les positions d'acteurs chinois sur ces questions.

Rio+20 en ligne de mire

Le secrétariat international du FMSD a mandaté plusieurs organisations pour le représenter au Forum thématique de Porto Alegre qui s'est tenu en janvier 2012 pour que le FMSD fasse partie intégrante du Sommet des peuples. Un cahier d'acteurs est en cours d'élaboration pour diffuser les idées du FMSD à Rio en juin 2012. Ce cahier d'acteurs fera partie des outils d'information et de communication du FMSD (un nouveau site internet du FMSD est également en préparation).

⁷ Source : <http://rio20.net>

Le FMSD en France

Suite à une proposition émise lors du 2e FMSD à Dakar par un administrateur de la FSC, Baudouin Jurdant, le secrétariat international du FMSD a initié la tenue en France le 24 mars 2012 d'un « Forum pour repenser les rapports Recherche / Société ». Une vingtaine d'organisations, parmi lesquelles NSS-Dialogues, 4D, CRID, SNESUP, SNCS, CRIIGEN, Espaces Marx, CCFD, AITEC, l'Appel des Appels, Réseau Semences Paysannes, les Petits Débrouillards et la Fondation Sciences Citoyennes, s'est réunie régulièrement à partir d'octobre 2011 pour structurer cet événement qui se fera en partenariat avec l'Université Paris-Diderot. Trois axes de travail ont été retenus :

- La nécessaire démocratisation des savoirs : des concepts aux réalisations ;
- Les chercheurs face à leurs responsabilités : le dialogue citoyen pour sortir de l'ornière ;
- Recherche et citoyenneté au service d'un système éducatif à refonder.

Public Engagement with Research And Research Engagement with Society (PERARES)

Le projet européen PERARES d'une durée de 4 ans a démarré en mai 2010. Il est financé par le 7^e Programme Cadre de Recherche et Développement (PCRD) de l'Union Européenne. Il rassemble 26 partenaires de 17 pays et a pour objectif de renforcer la participation de la société dans la recherche en impliquant des chercheurs et des représentants de la société civile dans la co-élaboration d'agendas ou de processus de recherche. La FSC est membre du comité de pilotage du projet et coordonne au niveau européen 2 des 12 « work packages » : WP3 - « Débat permanent entre laboratoires et ONGs » (Durée : 30 mois) et WP8 - « Promouvoir la participation d'associations à la recherche à travers un soutien par des Conseils régionaux » (Durée : 36 mois).

Dans le cadre du WP3, nous avons organisé 2 ateliers-scénarios en juin 2011. Le premier sur le thème « Recherche Participative, Éducation et Promotion de la Santé » s'est tenu à l'Institut Français de l'Éducation (École Normale Supérieure de Lyon) le 9 juin et a réuni différents acteurs, praticiens et chercheurs en promotion et éducation pour la santé de la région Rhône-Alpes afin d'échanger sur l'opportunité d'un réseau de recherches participatives. A l'issue de cette journée co-animée par Nicolas Lechopier et Glen Millot (pour la FSC), un dossier de subvention a été déposé dans le cadre de l'appel à projet régional

« Université Citoyenne et Solidaire » afin de concrétiser les perspectives dégagées à l'issue des discussions de cette journée. Il s'agissait de mettre à l'épreuve une forme de co-construction de savoirs en conduisant plusieurs projets de recherche participative ainsi que nourrir et animer une « communauté de pratiques » en Rhône-Alpes autour de la participation à la recherche en éducation et promotion de la santé. Malheureusement le projet n'a pas été retenu car l'appel à projet n'aurait pas vocation, selon le Conseil Régional, à financer de la recherche même participative. Ils nous ont donc renvoyés vers des financements dédiés spécifiques à la recherche... Si ce n'est que ces derniers ne financent pas les recherches en partenariat avec la société civile. C'est un écueil malheureusement classique qui s'avère être le principal obstacle pour développer des projets de recherche en co-construction avec la société civile.

Toujours dans le cadre du WP3, nous avons voulu travailler en parallèle sur une approche globale avec le travail thématique que nous venons de mentionner. Il s'agissait, toujours par le biais d'un atelier-scénario, de faire travailler un groupe de participants autour de la question suivante : « Quelles conditions pour que des échanges entre chercheurs et acteurs de la société civile aboutissent à des projets de recherche participative ? ». Cet atelier scénario, co-animé par Isabelle Maugis et Glen Millot (pour la FSC) et des membres de l'association ADReCA (membre du consortium PERARES et initiateur de la boutique de science : [l'Échop' à sciences](#)) a eu lieu à Grenoble les 27 et 28 juin et a rassemblé des participants d'horizons très divers (sciences naturelles ou humaines et sociales, associations à envergures nationales et locales notamment). Nous avons donc cette fois-ci organisé non pas une journée mais deux soirées de travail afin de nous donner le temps de faire une synthèse intermédiaires des résultats de la première soirée pour alimenter les travaux et réflexions prévus le second soir. Il s'avère que la formule est payante mais nous avons néanmoins constaté que l'élaboration d'un plan d'action mérite un temps dédié supplémentaire pour pouvoir être réalisé de façon satisfaisante. A la suite de cet atelier-scénario, nous avons décidé d'approfondir deux thématiques pour lesquelles des participants avaient signalé un fort intérêt. Ainsi en 2012, seront organisés une série de rencontre sur « la fonction sociale de l'Histoire » avec des historiens et des « usagers » de l'Histoire et sur « l'utilité sociale des pratiques culturelles » en réfléchissant à l'évaluation du non-marchand.

Notre rôle dans ce « work package » est d'étudier les modalités de mise en place avec succès d'échange entre chercheurs et représentants de la société civile. Notre travail est donc centré sur la méthodologie et son adaptation aux contextes, aux publics ainsi qu'aux finalités à dégager des rencontres que nous organisons. Il s'agit de réfléchir

autant aux techniques d'animation de ces moments qu'à la façon dont sont traitées les questions. Le rapport final de ce « work package » sera consacré à l'analyse de ce type de procédures (atelier-scénario) dans le but de relever les bonnes pratiques et signaler les difficultés fréquentes auxquelles on peut s'attendre. Une présentation de résultat préliminaire est programmée pendant la 5^e conférence « Living Knowledge » à Bonn (Allemagne) en mai 2012. Plus d'infos sur le site de la conférence :

<http://www.livingknowledge.org/conference/>

Le WP8 est une approche déjà plus aboutie de la recherche participative puisqu'il s'agit de suivre un projet en co-construction et d'en analyser les forces afin de promouvoir auprès des élus et potentiels financeurs l'intérêt, la qualité, l'utilité et les demandes des projets co-encadrés par un laboratoire académique et une association. L'objectif est, après l'Île-de-France (Programme PICRI, Partenariat Institutions – Citoyens pour la Recherche et pour l'Innovation), la Bretagne (Programme ASOSC, Appropriation Sociale des Sciences) et le Nord – Pas-de-Calais (Programme Chercheurs Citoyens), d'inciter d'autres régions à mettre en place des appels à projets qui leur soient spécifiquement destinés. Dans ce « work package », nous avons choisi la région PACA comme terrain d'investigation. Après avoir rencontré différents acteurs académiques et associatifs, la dernière mais majeure difficulté a consisté à trouver un moyen de financer un projet qui nous servirait de pilote pour notre analyse. Etant donné qu'il n'existe pas de lignes budgétaires régionales autorisant ce type de projets en co-construction, il nous a fallu prospecter auprès de différents bailleurs potentiels. Et finalement, c'est avec le soutien de la Fondation de France que nous avons pu avancer. Un projet sur deux ans en agroforesterie encadré par l'INRA PACA et le GRAB (Groupe de Recherche en Agriculture Biologique) leur a donc été soumis et a passé avec succès le crible du comité de sélection. Un travail post-doctoral a ainsi pu démarrer en septembre. Son évaluation se fera durant les années 2012 et 2013. Pour ce faire, nous sommes en relation avec des collègues du projet PERARES qui travaillent spécifiquement sur l'évaluation, de façon à établir des critères adaptés. Encore une fois, un administrateur de FSC, François Warlop, du GRAB, est activement impliqué dans ce projet.

Un dernier pan de notre travail dans le cadre de PERARES est l'organisation de la 5^e conférence « Living Knowledge » à Bonn (Allemagne) en mai 2012. Glen Millot participe ainsi au comité de pilotage de la conférence. Nous avons également prévu de nous investir dans l'organisation de la 6^e conférence « Living Knowledge » qui aura lieu à Copenhague (Danemark) en 2014, toujours dans le cadre du projet PERARES. Nous participons, mais de façon beaucoup moins significative, à d'autres « work packages » comme par exemple celui sur

l'évaluation pour lequel nos retours permettent d'adapter les questionnaires d'évaluation.

Veille sur la politique européenne de recherche et d'innovation

Le nouveau programme Horizon 2020

La Commission Européenne a publié en février 2011 le *livre vert* « Towards a Common Strategic Framework for EU research and innovation funding » (qui servait comme base pour la rédaction de ce qui deviendra Horizon 2020 qui couvrira la période 2014-2020). Nous étions extrêmement concernés par ce document qui place la recherche et l'innovation pratiquement exclusivement sous le prisme de la compétitivité et du marché, avec un budget plus important que jamais. Mais accroître un budget et améliorer une politique sont deux choses différentes. Les enjeux sont sérieux car il s'agit de 80 milliards d'euros publics.

La campagne contre le *Common Strategic Framework* et pour un autre agenda était surtout portée, outre la FSC, par des ONGs comme CEO (Corporate Europe Observatory), HAI Europe (Health Action International), Friends of the Earth Europe, Test Biotech, IFOAM et la plateforme TP Organics, Greenpeace Europe, Statewatch, BEUC (Bureau européen des unions de consommateurs) et d'autres.

FSC était un des initiateurs de la *Lettre ouverte* de juin 2011 « *La recherche publique devrait servir la société et non pas l'industrie* » envoyée avec une centaine de signatures d'ONGs et de réseaux de chercheurs européens au cabinet de M. Barroso, à des directions de la Commission Européenne et à tous les députés du Parlement européen. La lettre soutient que la politique de recherche et d'innovation européenne devrait se réorienter vers des processus plus démocratiques et revenir sur ses priorités actuelles si elle souhaite réellement traiter la pauvreté, l'injustice écologique et sociale, la perte de la biodiversité, le changement climatique, la rareté des ressources, la santé publique, etc.

Nous sommes également intervenus à trois étapes différentes du processus : Sciences Citoyennes a soumis une *réponse écrite* à la consultation publique sur le livre vert (la majorité de ces réponses venaient, sans surprise, des institutions de recherche publique et des entreprises, mais nous étions néanmoins plusieurs ONGs à y répondre). Nous avons participé à des ateliers de travail de la Commission Européenne et à la conférence du

Groupe des Verts au Parlement européen organisés en octobre 2011.

L'action se poursuivra sur les deux ans à venir avec un temps fort en 2012.

Réseaux internationaux

La FSC participe à plusieurs réseaux nationaux, européens et mondiaux parmi lesquels le réseau de chercheurs engagés européens ENSSER, le collectif d'organisations de solidarité internationale CRID, le réseau Alter-EU (Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation), le Forum Mondial Sciences et Démocratie ou encore le réseau international des boutiques de sciences *Living Knowledge*. Ces réseaux constituent des voies permettant la mise en débat, l'amélioration, la validation ou la valorisation des propositions portées par l'association.

Le réseau Alter-EU contre les conflits d'intérêts et pour la transparence

Au cours de l'année 2011 FSC a adhéré au réseau européen Alter-EU (Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation, crée en 2005) afin de dépasser les blocages d'ETAL, de nous inscrire dans une action au niveau européen et de développer aussi des collaborations directes dans plusieurs domaines tels que la politique européenne de recherche.

L'Alliance réunit une coalition de plus de 160 groupes de la société civile, des syndicats, des universitaires et d'autres qui sont concernés par l'influence croissante exercée par des lobbyistes d'entreprise sur l'agenda politique en Europe, la perte de démocratie qui en résulte dans le processus décisionnel européen et l'affaiblissement voir le blocage des réformes sociales, environnementales et de protection des consommateurs.

En 2011, Alter-EU a notamment lancé une campagne « *Block the revolving door!* ».

European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER)

Le réseau européen des scientifiques pour une responsabilité sociale et environnementale œuvre pour une expertise scientifique indépendante, et le développement des connaissances nécessaires à l'évaluation critique des technologies existantes et émergentes. L'objectif de ENSSER est la promotion de la science en tant que bien public, et de la recherche pour la protection de l'environnement, la diversité biologique et la santé humaine contre les effets néfastes des nouvelles technologies et de

leurs produits. ENSSER préconise l'utilisation sans dommage et pacifique des découvertes scientifiques et des développements technologiques, tout en élargissant des approches diverses pour évaluer leur utilité sociale et leur sécurité.

ENSSER existe maintenant depuis près de trois ans. La FSC est co-fondatrice et membre du bureau. Au bout de ces presque trois années de travail commun, le réseau a bien pris ses marques, et une identité et une dynamique collectives se sont créées.

Le réseau s'élargit peu à peu (maintenant autour de 60 chercheurs sachant que chaque nouveau postulant doit disposer du soutien de deux membres du réseau avec la volonté d'un développement raisonné). Les premières réussites aussi bien que les premières attaques contre le réseau ou ses membres arrivent (ce qui est le signe de la pertinence de son travail).

En janvier 2011, ENSSER a participé à un colloque organisé au parlement européen à Bruxelles par le groupe ADLE (Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe). Les interventions d'Angelika Hilbeck et Gilles-Eric Seralini ont valu à ENSSER des attaques en règle de la part du PRRI (Public Research and Regulation Initiative), un groupe de scientifiques qui œuvre pour la promotion des biotechnologies. Le PRRI leur a reproché d'avoir critiqué les approches d'évaluation de l'Agence Européenne de Sécurité Alimentaire (AESA ou EFSA en anglais) au prétexte que ces critiques n'auraient pas été fondées sur des études scientifiques publiées et évaluées par les pairs. Le 18 Mars 2011, Angelika Hilbeck a répondu au PRRI au nom d'ENSSER, soulignant, publications à l'appui, qu'il y a désaccord scientifique sur un certain nombre de questions relatives à l'évaluation des risques des OGM, et que la question n'est pas l'absence d'études scientifiques remettant en cause l'innocuité environnementale ou sanitaire des OGM, mais le refus de leur prise en considération.

En mars 2011, ENSSER a organisé son AG et une conférence scientifique internationale sur l'évaluation des technologies « *Sustainable and holistic assessment of technologies and biotechnologies* ». Les deux se sont tenues à l'Université de Caen à l'invitation de GE Seralini, du « pôle risque » de l'université et du Criigen. Le colloque scientifique a porté sur divers aspects de l'évaluation des technologies (surtout biotechnologies et nanotechnologies) : santé, environnement, social, juridique, éthique, économique.

En août 2011, ENSSER a également participé à Budapest au « 23rd Meeting of the GMO Round Table », l'organe consultatif sur l'agriculture et l'environnement du Parlement hongrois. ENSSER a fait part de ses recommandations sur les mesures qui doivent être prises par le gouvernement

hongrois face au risque de contamination par les cultures de plantes génétiquement modifiées.

Par ailleurs, le réseau a poursuivi ses travaux initiés en 2010 autour des consultations de l'AESA concernant la révision des lignes directrices de l'agence pour l'évaluation environnementale des OGM. Bien que ces productions représentent un travail énorme, les résultats sont difficilement visibles car les recommandations, pourtant parfaitement argumentées, sont peu suivies par l'AESA.

Un administrateur, Christian Vélot, et la déléguée générale de la FSC, Claudia Neubauer, sont membres du bureau d'ENSSER.

Réseau International des Boutiques de Sciences (Living Knowledge)

Nous sommes en lien avec le réseau «Living Knowledge» depuis de nombreuses années par le biais de projets européens successifs (ISSNET, TRAMS et actuellement PERARES). Actuellement l'essentiel de notre activité dans ce domaine est concentré dans le projet PERARES mentionné plus haut. La question de la réémergence des boutiques de sciences est toujours à l'ordre du jour via notamment la constitution d'un réseau national et un projet en gestation en Nord – Pas-de-Calais. Nous nous appuyons sur les pratiques et les retours d'expérience de la boutique grenobloise présentée plus haut.



Communication externe



Après avoir lancé son nouveau site internet en février 2011, la FSC a tenu à être présente sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter. Elle a par ailleurs mis en place un blog d'expression libre *Le vélo déchaîné*.

Facebook

La page *Facebook* nous permet de relayer les articles mis en ligne sur notre site, de recommander la lecture d'articles de presse proches des préoccupations de la FSC et de renvoyer vers des organisations qui partagent nos analyses. Cette page Facebook est aussi celle de ses abonnés qui peuvent poster des liens ou des commentaires pour améliorer les échanges entre les salariés, le conseil d'administration, les adhérents et les sympathisants de l'association. Au moment où nous écrivons ces lignes, la FSC compte 209 « abonnés » sur Facebook.

<http://facebook.com/fondationsciencescitoyennes>

Twitter

Le compte *Twitter* (http://twitter.com/-/fsc_infos) se fait lui aussi le relais des activités de la FSC mais aussi et surtout nous permettra de tenir un fil d'actualités pour les événements que nous organisons et/ou auxquels nous participons (manifestations, procès, colloques...). Le compte Twitter de la FSC est suivi par 87 personnes au moment où nous rédigeons le présent rapport d'activité.

Le blog *Le vélo déchaîné*

La FSC a mis en place un blog « d'expression scientifique en roue libre », *Le vélo déchaîné*, accessible via l'adresse <http://levelodechaine.fr> ou directement via le site de l'association (<http://sciencescitoyennes.org>). Ce blog est un espace d'expression ouvert à tous : adhérents, administrateurs et salariés de l'association mais aussi chercheurs s'exprimant sur leurs conditions de travail et sur les difficultés qu'ils rencontrent, citoyens curieux et/ou inquiets. Nous vous invitons à vous exprimer ou à mettre en avant une publication, un site internet, une réaction à l'actualité. L'auteur de la publication est responsable des propos tenus et ces derniers n'engagent pas la Fondation Sciences Citoyennes. Pour autant le Conseil d'administration de la FSC pourra refuser de publier un article. Pour éviter une trop grande confusion et si la proposition d'article ne constitue que le « relais » d'une publication existante, le contributeur, qu'il soit adhérent,

administrateur, salarié ou sympathisant est invité à « contextualiser » sa proposition en quelques lignes et à ne pas craindre de manier l'humour.

Le bulletin d'information

La FSC diffuse un bulletin d'information présentant ses activités mais aussi l'actualité du champ « Sciences et société ». Cette lettre est reçue par plus de 3200 destinataires. Jusqu'à récemment diffusée via un Yahoo Group, elle est désormais internalisée et directement liée au nouveau site. Par ailleurs, nous envoyons des newsletters thématiques à nos adhérents pour notamment rendre compte de l'activité régulière des salariés de l'association, activité difficilement « lisible » en dehors des événements publics organisés par l'association. Les adhérents ont notamment reçu des informations sur le projet *Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement* ou encore le *Forum Mondial Sciences et Démocratie*.

En plus de ces différents outils, la FSC diffuse ses idées via différents canaux : communiqués de presse, articles et publications mais aussi plaidoyers (formels et informels).

Communiqués

La FSC publie, au gré de l'actualité et des campagnes qu'elle mène, des communiqués de presse. En fonction de la teneur du communiqué et des objectifs attendus, des contacts peuvent être pris avec des journalistes identifiés pour leur spécialité ou pour traiter régulièrement les questions et thématiques portées par la FSC.

<http://sciencescitoyennes.org/presse/communiques/>

Presse

Les administrateurs et les salariés de la FSC sont régulièrement sollicités dans le cadre d'articles ou d'enquêtes journalistiques : lanceurs d'alerte, « affaires » environnementales ou sanitaires, éthique, responsabilités du chercheur, expertise, recherche participative, agriculture, Forum Mondial Sciences et Démocratie... Des personnalités membres du CA de la FSC (Jacques Testart, Christian Vélot, André Cicoella...) interviennent régulièrement à la radio (France Inter, France Culture...) ou à la télévision (journaux télévisés nationaux et régionaux, documentaires ou talk shows).

Enfin, sur demande ou non, la FSC publie occasionnellement des tribunes dans la presse généraliste papier ou internet (Médiapart).



Plaidoyers

La FSC a rédigé deux propositions de loi, l'une sur les Conventions de citoyens (2007) et l'autre sur la Déontologie de l'expertise et la protection des lanceurs d'alerte (2010). Aussi effectuons-nous un travail de plaidoyer auprès de parlementaires et de partis politiques lors de rendez-vous idoines (audition par les partis politiques en vue de la construction de leur programme pour les élections françaises de 2012, audition par des commissions parlementaires...) ou plus informels lors de conférences, de manifestations ou de colloque.





Vie de l'association



Adhérents

Le nombre d'adhérents à jour de leur cotisation s'élève à environ 200. Le nombre des adhérents « personne morale » reste inférieur à 10.

Au cours de l'année 2011 nous avons mis en place la déduction fiscale sur les cotisations d'adhésion, ce que nous permet notre vocation d'intérêt général. La règle est la suivante : les adhérents peuvent récupérer par déduction sur leur déclaration d'impôts de l'année, 66% du montant de la cotisation de cette même année. Les adhésions représentent non seulement une ressource financière mais également un soutien capital à l'indépendance de l'organisation engagée que nous sommes. En effet, ce soutien citoyen est une des garanties de notre liberté de parole et d'action.

Donateurs

La FSC a lancé pour la première fois un appel à dons essentiellement via sa newsletter en décembre 2011. C'est une première campagne modeste mais l'expérience sera renouvelée et étoffée dans les années à venir.

Conseil d'administration

Notre CA compte 26 membres. Les membres du CA sont convoqués à des réunions sur un rythme régulier d'une séance toutes les six semaines. Ces réunions se sont toutes tenues à Paris. En conséquence, si plusieurs administrateurs non franciliens ont réussi à participer à certaines réunions, la plupart n'ont pu le faire malgré la prise en charge de leurs frais de transport. En moyenne, une douzaine de personnes sont présentes. Il est noté que les salariés assistent quasi-systématiquement au CA.

Le CA dispose d'une liste de discussion sur Internet, sur laquelle circulent toutes les informations concernant l'association, et se construisent les positions communes entre deux réunions.

Le bureau comprend quatre personnes, Catherine Bourgain, Christian Vélot, Jacques Testart et François Warlop, et Claudia Neubauer comme invitée pour représenter les salariés. Le bureau se réunit régulièrement par conférence téléphonique.

Équipe salariée

L'équipe salariale s'est stabilisée autour de 3,8 ETP. De plus, les deux projets successifs dans le cadre du programme REPERE ont permis d'embaucher une chargée de projet en CDD sur dix mois sur 2010/2011 (puis 18 mois sur 2012/2013). Ces embauches ont revitalisé l'équipe et permettent un rééquilibrage dans la distribution des diverses tâches.

Communication interne

Il existe des échanges réguliers entre les membres du CA, grâce notamment à la liste de diffusion internet. Les salariés sont associés à ces échanges. Par ailleurs, des rencontres individuelles entre administrateurs et salariés sont régulièrement organisées autour de projets précis.

Certains administrateurs nouveaux entrants et ne pouvant aisément assister physiquement aux réunions du CA ont exprimé une difficulté à trouver leur place devant la densité des échanges et le foisonnement de projets en cours.

La communication en direction des adhérents passe principalement par internet avec la diffusion régulière d'informations ou de sollicitations uniquement adressées aux adhérents.

Suite à des tensions vécues surtout fin 2010 par l'équipe salariale (surcharge du travail), nous avons organisé des entretiens individuels avec les salariés et le bureau qui ont permis de commencer à réfléchir sur cette situation tendancielle chronique.

Déménagement

Après six ans dans les locaux de la rue des cascades dans le 20^e arrondissement à Paris (et des vraies cascades d'eau dans ses locaux !), la FSC a pu bénéficier d'un bureau dans les locaux de la Fondation Pour le Progrès de l'Homme à la fin de l'année 2011. Si cela permet désormais aux salariés de travailler dans un endroit salubre et agréable, et de limiter les charges locatives (c'est une aide gratuite), cela permet des échanges plus faciles et motivants au quotidien avec d'autres organisations présentes sur place.



Notre démarche écologique au quotidien

Puisque Sciences Citoyennes œuvre pour une société socialement et écologiquement plus juste, nous essayons aussi de vivre cet objectif dans la vie matérielle de notre association. Jusqu'en 2011 (changement de locaux), notre fournisseur d'électricité était Enercoop (et il l'est aussi pour les locaux de la FPH). Nous achetons la majeure partie de notre matériel bureautique auprès de «Un bureau sur la Terre», un fournisseur de bureau «écolo» (papier recyclé, produits d'entretien, etc.). Lors de nos colloques, du festival «sciences en bobines», etc. nous proposons essentiellement des produits issus de l'agriculture biologique.

Bref aperçu du calendrier des interventions et événements les plus significatifs de la Fondation Sciences Citoyennes en 2011

NB. Quelques évènements ont déjà été présentés dans le rapport moral 2010 de façon exhaustive. Nous les avons repris dans cet aperçu pour couvrir toute l'année 2011.

Janvier

6.01.2011

Journée autour du Manifeste « Innovation, durabilité, développement - un Nouveau manifeste » proposé par des chercheurs britanniques de l'Université de Sussex en 2010 et qui présente une vision pour repenser les politiques d'innovation.

Le but du *Nouveau manifeste* n'est pas seulement de favoriser le débat autour de nouvelles approches, mais également de catalyser l'action en promouvant une innovation réellement en faveur des peuples actuellement marginalisés et des environnements en danger. Cela suppose d'inclure des questions souvent laissées de côté dans les orientations politiques : A quoi sert l'innovation ? Quels types d'innovation et dans quels buts ? A qui va bénéficier l'innovation ? Quelle innovation compte et pourquoi ? Qui gagne et qui perd ? Quels différents types d'innovation faut-il combiner pour s'attaquer à un problème donné ?

Cet événement était co-organisé par FSC, IFRIS (Institut francilien de la recherche sur innovation et société) et les chercheurs britanniques du Centre STEPS (Univ. Sussex) et s'est tenu au CNAM.

18.01.2011

Délibération du tribunal dans le procès pour diffamation de Gilles-Eric Séralini contre Marc Fellous et l'AFBV (Association Française des Biotechnologies Végétales)

Communication et coordination d'événements (manifestation, communiqué et conférence de presse...).

21-23.01.2011

Participation au forum de NSS-Dialogues « Repenser le développement – la société civile s'engage » à la Cité-Universitaire de Paris.

FSC, partenaire dans le comité de pilotage, a organisé un atelier « Pour une démocratie des savoirs, vers une démocratisation des choix scientifiques » le vendredi 22 janvier.

Débat animé par Claudia Neubauer (FSC) avec Jean-Louis Laville (CNAM), Régine Boutrais (Institut

de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales /IRISSO Paris Dauphine), Marie Roué (CNRS), Jacques Testart (président de FSC)

Février

4-5.02.2011

Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) à Dakar, Sénégal

FSC est co-fondatrice de cette initiative et est impliquée comme un des organisateurs principaux dès le début, aussi bien pour le premier forum qui s'est tenu en février 2009 à Bélem (Brésil) que pour le deuxième à Dakar.

De nombreux acteurs (ONGs, mouvements sociaux, syndicats et organisations de chercheurs) ont participé aux échanges proposés dans l'espace du FMSD.

Des sessions plénières et de nombreux ateliers ont eu lieu sur l'université, les biens communs, les chercheurs engagés, la gouvernance des technologies émergentes, l'éducation, la recherche participative, la responsabilité des chercheurs, la fuite des cerveaux, etc.

8-9.02.2011

Rencontre paysans – chercheurs : séminaire sur les retours d'expériences de sélection participative de variétés paysannes.

Séminaire organisé dans le cadre du projet « Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement ». Ce séminaire participe aussi à un projet transversal « Pour l'Émergence d'une Université du Vivant » (PEUV) financé par la FPH qui jette les bases d'une plateforme d'échanges et de recherche sur le respect du vivant.

Mars

24-26.03.2011

Assemblée générale et colloque scientifique du Réseau européen des chercheurs pour la responsabilité sociale et environnementale (ENSSER) à l'Université de Caen, accueilli par Gilles-Eric Séralini.

C'est la troisième AG du réseau qui s'est constitué en août 2009.

Avril

2-3.04.2011

Week-end stratégique de la FSC : ateliers de travail et réflexion collective (CA et salariés) avec pour objectif de définir les orientations futures de l'association.

Mai

17.05.2011

Nous avons participé à la 2e édition du forum régional (Nord-Pas de Calais) de la démocratie participative qui a eu lieu sur le site du Fort de Mons en Baroeul près de Lille. Cette rencontre avait pour objectif de mettre en commun et en discussion les travaux des ateliers organisés en mars et avril dans la région. Bertrand Bocquet est intervenu dans l'atelier « Vers une dynamique de recherche pour renforcer la démocratie » pour présenter l'association et ses propositions autour des conventions de citoyens et des lanceurs d'alertes.

http://www.nordpasdecals.fr/democratie_participative/coproduction/telechargement/17mai2011.pdf

24.05.2011

Séminaire avec des chercheurs sur la recherche participative dans le cadre du projet « Co-construction des savoirs ».

27.05.2011

Colloque « science & société » à l'Université Lyon 1

De nombreux administrateurs de FSC y sont intervenus.

28.05.2011

A l'invitation des Amis de Politis 62, Fabien Piasecki a présenté la FSC et le Forum Mondial Sciences et Démocratie dans le cadre d'un parcours associatif et citoyen à Méricourt. L'expérience a été intéressante, ne serait-ce que par la possibilité qu'elle a offerte d'échanger avec des acteurs associatifs dont l'activité est exclusivement locale.

Juin

9.06.2011

Atelier-scénario à Lyon : « Recherche Participative, Éducation et Promotion de la Santé » co-organisé par Nicolas Lechopier et Glen Millot.

13-19.06.2011

L'ambassade de France à Santiago a invité Catherine Bourgain du 13 au 19 juin 2011 à participer aux « Dialogues avec la connaissance » organisés conjointement par l'Ambassade et l'Université du Chili. Cette invitation était adressée à la fois à la Secrétaire de la Fondation Sciences Citoyennes, co-auteur avec Jacques Testart (connu et populaire au Chili) de Labo-Planète, et à la chercheuse en génétique humaine à l'Inserm.

14.06.2011

Forum régional à Rennes : « Recherche agricole - projet de société » dans le cadre du projet Repere 1.

15.06.2011

A.G. d'ADReCA à Grenoble.

27.06.2011

Participation au « Stakeholder workshop on the Common Strategic Framework (CSF) for Research and Innovation - Towards more inclusive, innovative and secure societies ».

DG Recherche de la Commission européenne.

27-28.06.2011

Atelier-scénario à Grenoble : « Quelles conditions pour que des échanges entre chercheurs et acteurs de la société civile aboutissent à des projets de recherche participative ? » co-organisé par Isabelle Maugis, Glen Millot et l'association ADReCA.

28-29.06.2011

Participation au séminaire « Lay, local, traditional knowledge and citizen science » organisé par l'Agence Européenne de l'Environnement à Copenhague.

Août

9-12.08.2011

Participation à l'Atelier « Biocivilisation pour la durabilité de la Vie et de la Planète » (Rio) organisé par iBase.

Octobre

5-6.10.2011

Participation à l'«International NanoActivist NGO Summit» à Berlin.

12-23.10.2011

Festival «Sciences en bobines» à Avignon, Montpellier, Paris, Savennières, Trescléoux et Villeneuve d'Ascq.

19.10.2011

Intervention lors de la conférence du groupe des Verts du parlement européen concernant le programme européen Horizon 2020.

Novembre

04.11.2011

Fabien Piasecki a participé à une des tables rondes du *Forum social local pour des initiatives citoyennes* à Lyon, sur le thème «*Finances et climat : quelles propositions alternatives ?*» avec Thierry Brun (journaliste à Politis), Jean de Maillard (magistrat), Claude Queymard (Président de CADTM France), Gilles Lemaire (Attac), et Paul Ariès (politologue, Objecteurs de croissance, fondateur du Sarkophage).

24.11.2011

Nous avons participé à la journée d'étude «Peut-on parler de culture scientifique?» organisée par le PRES Lille Nord de France à l'espace culture de l'université Lille1. Une séance plénière le matin et deux ateliers l'après-midi ont rempli cette journée. Claudia Neubauer a animé avec Bernadette Bensaude-Vincent, l'atelier «Exploitation politique, économique de la science». Des actes sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://sciencescitoyennes.org/peut-on-parler-de-culture-scientifique-actes-de-la-journee-detude-du-24-novembre-2011-a-lille/>

Décembre

2-3.12.2011

Remise du Prix du Livre Environnement 2011 (Isère) à Jacques Testart (représentant également ses co-auteurs Catherine Bourgain et Agnès Sinaï) qui en a profité pour tenir deux conférences à Lyon et à Grenoble